

E N B R E F

■ **DIASPORA.** Réunis fin avril à Tunis, des centaines d'hommes d'affaire de la diaspora palestinienne à travers le monde ont créé l'Institut de développement et de crédit palestiniens. Ils entendent ainsi aider au développement de projets économiques utiles dans les territoires occupés par Israël.

■ **CHINE.** Les autorités chinoises ont annoncé la mort de 22 personnes dans la région de Baren. Peuplée de kirghizes musulmans, cette région est agitée de mouvements autonomistes durement réprimés par Pékin.

■ **NUL N'EN VEUT.** Les Roms roumains accueillis en France après avoir fuit le régime de Ceaucescu ont-ils une place quelque part ? En tout cas, personne n'en veut et depuis plusieurs mois, ils sont enfermés dans le cercle vicieux de l'attente et du rejet. De Seine-Maritime en Mayenne, de Mayenne en Manche, nul n'en veut.

■ **NEW YORK EN HAINES.** La violence guette cette ville des Etats-Unis administrée par David Dinkins, le maire noir. Replis communautaires et incidents violents se développent entre les populations noire, blanche et asiatique sur fond de misère sociale et concurrence économique.

■ **RETOUR.** Teddy Kollek, maire de Jérusalem, a renvoyé à Jacques Médecin les cadeaux (une cravate, un livre de cuisine et une écharpe) que celui-ci lui avait offerts lors d'un congrès.

■ **MASSACRE.** Au Liberia, une guérilla tente actuellement de renverser le gouvernement de John Doe. Les rebelles avancent vers la capitale et le gouvernement encore en place résiste. Une fois encore, à l'ombre d'un éventuel changement politique, des comptes inter-ethniques se règlent et la population paie l'addition. Faute de s'affronter directement, les uns et les autres pourchassent tout ce qui leur semble appartenir à l'"autre". Les correspondants de presse font déjà état de milliers de victimes.

LE DERNIER KILOMETRE

Le 2 février dernier, l'ANC était enfin légalisée en Afrique du Sud. Le 11, Nelson Mandela, le plus ancien prisonnier politique du monde, sortait de prison après 27 années de détention.

La fin de l'apartheid", assuraient beaucoup. "Le début d'une nouvelle étape" répondaient les militants anti-apartheid. Et quatre mois plus tard, les faits leur donnent raison. Le régime s'est assoupli, des militants ont été libérés, l'apartheid mesquin périlite mais les piliers restent en place. Pas de liberté de résidence ou de déplacement, maintien des groupes raciaux, pas de droits politiques reconnus à la majorité noire. L'apartheid n'a subi qu'un lifting.

L'armée intervient toujours dans les townships (notamment début avril), le gouvernement laisse faire les milices néo-nazis, comme à Welkom (le 22 mai) où l'on a relevé au moins sept morts. Il continue de laisser l'Inkhata de Buthelezi faire régner la terreur au Natal où des centaines de personnes ont été tuées par les "impies", milices qui agissent avec la complicité des forces armées de Pretoria. L'Inkhata a d'ailleurs annoncé qu'elle allait se transformer en parti politique et parle déjà ouvertement d'alliance politique avec le Parti National au pouvoir.

Comment s'étonner alors de la persistance de Nelson Mandela, partout, à affirmer la nécessité du maintien des sanctions économiques contre l'apartheid ? Ce fut le cas lors du concert de Wembley, le 17 avril dernier. Il est vrai que Mme Thatcher est, en Europe, le fer de lance de ceux qui veulent re-

prendre au plus vite les affaires avec l'Afrique du Sud.

Le dialogue ANC-gouvernement continue pourtant, des pas sont faits, lentement mais le régime d'apartheid ne lâche rien d'essentiel. A Soweto, Lusaka, Gaborone, Londres, Alger, Paris, Nelson Mandela s'est fait l'ambassadeur de la lutte qui continue : "Maintenez les sanctions !" Car la visite de De Klerk à Paris montre combien il a faut être vigilant et combien le président sud-africain a compris que beaucoup se jouait là. Avant même de se rendre à l'Élysée, il assistait à un dîner organisé par J.-P. Desgeorges, PDG d'Alstom, et réunissant de nombreux banquiers et industriels français de premier plan. Déjà St-Gobain a conclu un accord avec le Plate-Glass Group sud-africain et la BNP envisage de céder une partie de la BIAO à une banque sud-africaine. Du 16 au 24 juin, des délégations de patrons et industriels français seront en Afrique du Sud. Leurs carnets de rendez-vous sont pleins. Or "aucune des exigences posées par l'ANC n'a été satisfaite" explique Nelson Mandela.

Et c'est "grâce aux sanctions que la politique du gouvernement sud-africain a changé". "Si les sanctions étaient levées, cela équivaldrait à poignarder la lutte de libération dans le dos." Autant dire que le sommet européen des 25 et 26 juin prochains qui se prononcera sur le maintien ou non des sanc-

tions économiques contre Pretoria est crucial.

Reçu par François Mitterand, honoré au Parvis des Droits de l'Homme, avec cent violons pour jouer l'hymne de l'ANC, c'est un bel hommage que la République a rendu le 7 juin à Nelson Mandela. Mais le dirigeant de l'ANC n'entendait visiblement pas se laisser momifier par les honneurs. Il a rappelé la nécessité des sanctions, le fait que rien n'était réglé et que le dernier kilomètre, le plus dur, devait aussi être couru. Le même jour, à Soweto, la police perquisitionnait son domicile, sans mandat. Honoré à Paris, Mandela reste à Soweto un nègre sans droit. Ce dernier kilomètre sera long, mais nous serons beaucoup à le courir.

BILAN ONUSIEN

L'ONU a classé 130 pays, sur la base d'un indice de "développement humain" prenant en compte l'espérance de vie, l'éducation ou encore l'accès des hommes aux ressources. Un indice composite, peut-être discutable, mais qui a l'avantage de ne plus réduire le "développement" au poids du produit national brut.

Les résultats sont apparemment meilleurs avec ce nouvel indice : l'espérance de vie est passée, au Sud, de 46 à 62 ans en moins de trente années et la mortalité infantile a diminué de 50%. Le rapport de l'ONU souligne cependant que les dernières années ont été dramatiques, que la malnutrition a progressé dans treize pays d'Afrique et d'Amérique et que les pays en voie de développement consacrent chaque année 200 milliards de dollars au service d'une dette qui dépasse les 1 300 milliards de dollars.

L'espérance de vie dans le Sud est de douze ans plus faible qu'au Nord. Un sixième des habitants du Sud souffre de la faim, 900 millions d'adultes y sont illettrés. Plus d'un milliard et demi d'hommes n'ont toujours pas accès à une source d'eau potable, autant n'ont pas accès aux services de santé primaires et 14 millions d'enfants meurent chaque année avant d'atteindre leur cinq ans.

Nouvel indice ou pas, les cinq pays les plus pauvres sont le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Sierra Leone et le Tchad. Les cinq plus riches : le Canada, les Pays-Bas, la Suisse, la Suède et le Japon. Il n'y a pas de hasard.

AFRICAINS EN ITALIE

Plusieurs agressions, très violentes, ont, ces derniers mois, révélé la montée d'un racisme anti-africain en Italie. Les récentes élections administratives ont ainsi vu divers candidats "régionalistes" (en particulier en Lombardie) utiliser largement la xénophobie.

Il y a pourtant moins d'un million d'immigrés en Italie, mais cela n'empêche pas que certains groupes leur fassent porter la responsabilité de tout ce qui ne va pas en Italie. Là-bas comme en France, le bouc émissaire semble tout désigné.

La mafia est entrée dans la danse en fusillant quatre Tanzaniens accusés par elle de lui faire de la concurrence déloyale. Un acte qui n'est sans doute pas pour déplaire à la "brigade Goebbels", au "bataillon Ludwig" et autres "Front national pour la renaissance de l'Italie" et "Front italien de libération de l'immigration nègre, juive et tzigane".

Des groupuscules nazis, passant de plus en plus souvent aux actes, mènent des campagnes de propagande sur le thème de "vive l'Italie uniraciale, pure et libre", affirmant que "le nègre qui arrive aujourd'hui violera ta femme demain". Première réaction du gouvernement : visas obligatoires pour tous les pays "à risque d'immigration clandestine ou de trafic de drogue". Le début de l'engrenage...

ALGERIE

Les islamistes du FIS ont remporté, en Algérie, les élections locales du 12 juin dernier. Un succès d'ampleur qui leur confie la grande majorité des municipalités et willayas du pays. Ces élections et leurs conséquences sont l'affaire des Algériens d'abord, et il n'y a pas, a priori, de quoi en faire une affaire d'Etat française. C'est du moins l'opinion partagée par Roland Dumas, François Mitterand, et quelques autres.

Reste l'innétable Le Pen pour affirmer que "la victoire du Front Islamique fait craindre qu'elle ne provoque par son ampleur des conséquences pour notre pays. On parle de la possibilité de millions de personnes qui se croiraient obligées de quitter leur pays pour gagner l'Europe et la France en particulier". Le Pen, parlant de l'Algérie, est un expert.

ANNONCE

LOGEMENT : Collaboratrice du MRAP cherche un appartement de type F2 dans le quartier (11^e arr.). Demander Lysiane au siège.

LA FIN DES CACIQUES

Est-ce le début de la fin pour le néo-colonialisme direct établi sur les ex-territoires français d'Afrique ?

Les grèves, les émeutes, les manifestations du Gabon et de Côte d'Ivoire peuvent le laisser espérer, mais la puissance française n'entend visiblement pas perdre le contrôle de la situation. La politique africaine a toujours fait partie du domaine réservé présidentiel. Les dirigeants en place ont toujours été nommés avec l'accord de Paris. Des Français, militaires ou pas, ont toujours joué un rôle de premier plan (si ce n'est le premier) dans les régimes des ex-colonies.

Car les intérêts stratégiques et économiques sont énormes. Le pétrole gabonais n'est pas sans poids dans les décisions françaises. On assiste alors au spectacle d'un pays (la France), auto-proclamé porteur des valeurs universelles de paix et des droits de l'homme et intervenant militairement pour soutenir un régime fidèle mais vacillant.

Le peuple gabonais doit sa situation à Bongo, mais aussi à *Elf* et au gouverne-

ment français : pas de démocratie dans les affaires de gros sous. Il en va de même en Côte d'Ivoire où le groupe français *Sucres et Denrées* fait quasiment la pluie et le beau temps. Le consensus est tel en France qu'on a vu un ex-premier ministre (Jacques Chirac) expliquer, en substance, que le multipartisme n'était pas, en Afrique, une solution ! Ces Africains, n'est-ce pas...

A continuer ainsi, c'est tout l'avenir des relations franco-africaines qui est en danger : là-bas, l'exploiteur et le complice, c'est la France. Le corrupteur, c'est la France. Le pouvoir et l'armée, c'est encore la France qui tient à bout de bras des régimes rejetés par les peuples. Dans *Affaires africaines*, Pierre Péan avait ouvert le dossier du néo-colonialisme et de la corruption, de la raison d'Etat et du mépris des peuples. Les chapitres qui viennent de s'écrire ne font que confirmer.

ISRAEL : A DROITE TOUTE

Mai aura été chargé de menaces au Proche-Orient où la paix ne semble pas pour de main. Le 20 mai, un "fou extrémiste" abat au moins huit Palestiniens et l'armée ajoute quelques victimes de plus en réprimant très durement les manifestations de colère qui suivent. Loin d'affaiblir l'Intifada, la répression soude la population palestinienne dans son refus de l'occupation.

Il faudra bien négocier. Le 26 mai, Yasser Arafat propose à la tribune de l'ONU, déplacée à Genève, un plan en cinq points. Il demande la désignation d'un envoyé spécial de l'ONU pour travailler au processus de paix, le déploiement d'une force d'urgence internationale dans les territoires occupés, une résolution contre la création de nouveaux centres de peuplement dans ces territoires, la réunion du Conseil de sécurité pour rassembler une conférence internationale de paix au Proche-Orient. Il affirme enfin la nécessité de sanctions semblables à celles imposées à l'Afrique du Sud.

Ces propositions, avant même d'être énoncées, avaient été rejetées, quatre jours auparavant, par Yitzhak Shamir, tout préoccupé de former son gouvernement et empêtré dans ses négociations avec les extrémistes du Likoud et les partis religieux. Présenté le 11 juin, ce gouvernement a

d'ailleurs un visage inquiétant. Il est le plus à droite de toute l'histoire israélienne et des portefeuilles importants ont été confiés à de farouches adversaires du plan de paix de l'ex-gouvernement d'union nationale.

L'engrenage qui se met en place est inquiétant. Les peuples israélien et palestinien, ceux des pays voisins risquent une fois encore de payer l'addition. Et celle-ci, au fil des ans, révèle de plus en plus lourde.

PROJET POSTHUME

C'est une vieille idée, mais il aura fallu 80 années pour la concrétiser avec la naissance de l'Institut des peuples noirs. Les efforts de William Du Bois, fondateur de la NAACP aux Etats-Unis (en 1909), ceux de Martin Luther King auront finalement été concrétisés par le Président Thomas Sankara, aujourd'hui disparu.

L'IPN sera un centre de documentation collectant et mettant à disposition du public toutes données sur l'histoire, l'art et la vie des peuples noirs. Il devrait également jouer un rôle de centre de liaisons. L'IPN réunira son premier congrès en 1991, mais reste à assurer son financement et surtout à mesurer son degré d'autonomie.

E N B R E F

■ **SCHOENHUBER, OUT !** Du rififi chez les nazillons. Les Républicains ouest-allemands viennent de destituer leur chef, l'ex-SS Schoenhuber. Les patrons de l'extrême droite allemande entendent ainsi redresser la barre : leur parti a perdu des plumes dans tous les derniers scrutins. Réaction de Schoenhuber : c'est une "clique de militants extrémistes et de racistes". C'est un orfèvre qui parle.

■ **MILLE MORTS.** On n'en parle plus dans la presse, mais les combats interchrétiens continuent sporadiquement au Liban. Ils ont fait plus de 1 000 tués ces six derniers mois.

■ **DEMON.** Du 6 au 8 mai dernier, le Congrès juif mondial s'est réuni à Berlin, 45 ans jours pour jour après l'écrasement du régime nazi. Le chancelier Helmut Kohl s'est adressé aux délégués, promettant de "combattre le démon du nationalisme".

■ **YEMENS UNIS.** Un autre mur tombe. Le 21 mai, les Yémen du Sud et du Nord ont ratifié l'unification des deux pays. La division datait de l'indépendance du pays et dix ans de contacts auront été nécessaires pour la naissance du nouveau Yémen, fort de 13 millions d'habitants.

■ **LE MAROC EXPULSE.** Deux femmes médecins de l'Association pour les victimes de la répression (AVRE) ont été expulsées du Maroc. Elles étaient venues enquêter sur les violations des droits de l'homme. Peu de temps avant, deux membres d'Amnesty International avaient connu le même sort. Une source diplomatique française à Marrakech a souligné que "les choses se sont passées tout à fait discrètement et [qu'] à aucun moment les deux Françaises n'ont été maltraitées". Les protestations françaises ont également été discrètes. Les tortures discrètes contre les opposants marocains continueront.